



Montreuil : les Roms évacués ont été libérés

14.08.2010, 09h41 | Mise à jour : 20h29

«Libérez les Roms et les Gadjé !» «Libérez nos papas». Derrière une banderole, une quarantaine de personnes - Roms et membres d'associations de soutien - ont manifesté samedi non loin du commissariat de Montreuil pour réclamer la libération de seize hommes interpellés pendant quelques heures après une évacuation le matin.

Ceux-ci avaient été amenés au commissariat après l'expulsion d'un bâtiment qu'ils occupaient depuis deux jours dans le quartier du Haut Montreuil avec une cinquantaine d'autres personnes. Tous ont été relâchés dans l'après-midi avec obligation de quitter le territoire pour la plupart d'entre eux. Les familles et un collectif de soutien se sont réunis dans la soirée dans le gymnase dans lequel les Roms ont été relogés provisoirement pour former un recours et trouver une solution de relogement définitive.

«Ils sont arrivés à 6 heures, défonçant la porte et criant. Ils nous ont ordonné de sortir, sans nous laisser le temps de manger quelque chose ou de nous laver», raconte une des femmes, Gabi, lors de la manifestation pour réclamer la libération des interpellés.

Une quarantaine de campements démantelés

Selon leurs témoignages, environ 70 personnes se trouvaient depuis deux jours dans le bâtiment évacué, une maison cossue inoccupée depuis plusieurs années. Ces Roms «avaient déjà été expulsés fin juillet d'une autre maison et sont restés deux semaines sur un terrain de football», proteste Danielle, qui se présente comme «une citoyenne militante».

«Ils nous ont séparés, mettant les hommes d'un côté, les femmes et les enfants de l'autre, nous menaçant de nous enlever nos enfants dès que nous tentions de protester, et ils ont embarqué tous les hommes», poursuit Gabi.

Dans un contexte d'[expulsions répétées de Roms](#) dans toute la France, des Roms de Montreuil avaient déjà été expulsés d'une maison à l'abandon le 30 juillet. Le gouvernement a annoncé le démantèlement d'une [quarantaine de campements](#) Roms au cours des deux dernières semaines.

Un député villepiniste dénonce les expulsions

«Peut-on être un député de la République et laisser faire cela sans réagir quand on découvre que les forces de l'ordre, intervenant très tôt le matin, trient les familles, les hommes d'un côté, les femmes et enfants de l'autre, avec menace de séparer les mères et les enfants?», s'est insurgé le député villepiniste de l'Hérault Jean-Pierre Grand qui a appelé à appelé à la démission du préfet. «Tous les Républicains ne pourront que condamner ces méthodes qui rappellent les rafles pendant la guerre».

leparisien.fr

Droits de reproduction et de diffusion réservés - Copyright LE PARISIEN 2010